

Cheñch bremañ / Le changement c'est maintenant

L'engagement (n°56) de François Hollande de faire ratifier la charte européenne des langues régionales ou minoritaires soulève de nombreuses attentes en Bretagne. Il s'inscrit dans une tradition de soutien des socialistes finistériens aux revendications linguistiques.

La mise en œuvre de cet engagement mobilise grandement les socialistes finistériens, qui le considèrent comme un devoir moral, un acte d'espoir et un signal fort pour la naissance d'une République des territoires.

Un devoir politique

Nous considérons que l'action en faveur du breton, comme des autres langues régionales, est un devoir moral. A l'image de l'Unesco, qui, dans sa déclaration universelle, note que la diversité culturelle doit être considérée comme « *un patrimoine commun de l'humanité* » et sa « *défense comme un impératif éthique, inséparable du respect de la dignité de la personne humaine* ». En effet, les langues ne sont pas seulement des outils propices à la communication, elles reflètent et transmettent aussi des perceptions du monde. Ainsi, si une langue disparaît, c'est tout un imaginaire, une vision du monde, une façon d'être au monde qui disparaît.

Un acte d'espoir

C'est face à ce défi de la conservation de la langue bretonne, non pas comme un patrimoine, sec, desséché, enfermé dans un coffre fort, mais bien comme un trésor vivant, riche, dynamique, ouvert au monde, que les socialistes souhaitent amplifier la prise de conscience qui se fait jour. La ratification sera un acte d'espoir pour l'ensemble du mouvement culturel associatif, comme pour le réseau d'écoles bilingues ou immersives.

Un signal fort

La Charte européenne des langues régionales ou minoritaires a 20 ans cette année. Elle a été adoptée par le Conseil de l'Europe en 1992 et depuis par plus d'une vingtaine de pays. La France l'a signé sous l'action des socialistes et de Lionel Jospin, mais s'est heurtée à la fois au Conseil constitutionnel et à la mauvaise foi de la droite. La volonté de François Hollande montre que nous pouvons enfin envoyer un signal fort à la société française. Il nous faut expliquer que la pratique des langues régionales ne met pas en danger la République. Ce sont ceux qui refusent cette pratique, qui mettent en péril la République en lui interdisant de réaliser sa promesse de Liberté, d'Égalité et de Fraternité.

Réunis en Congrès fédéral, le 20 octobre 2012 à Saint-Pol-de-Léon, les socialistes finistériens souhaitent que le Parti socialiste crée un groupe de travail national chargé du suivi de la mise en œuvre de l'engagement 56. Ils témoignent de leur espoir de voir cet engagement renforcer une langue et une culture, qui nous permettent de résister à l'uniformisation du monde et qui font comprendre aux Bretons le sens de l'altérité.